



Newsletter

Franco-Arabe

LETTRE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE - N° 163 DECEMBRE 2024

5^{ème} Sommet économique France - Pays Arabes Merci, et au travail !

SOMMAIRE

Edito du Président :
Merci, et au travail !
pages 1-2

- **Grande Plénière :**
Accroître la place de la France dans le monde arabe. pages 3-6
- **Des solutions pour relever les défis de demain !** page 8
- **Invité d'honneur : M. Patrick Pouyanné PDG de TotalEnergies.**
pages 12-13
- **Quelle place pour le Maghreb dans les chaînes de valeurs internationales.** pages 13-16
- **Machrek : renforcer de nouvelles perspectives de développement.**
pages 16-21
- **Pays du Golfe : être à la pointe, avec les entreprises françaises.**
pages 21-24
- **Les institutions financières.**
page 24
- **Point de vue de la puissance publique française.**
pages 27-29



La Chambre de Commerce Franco Arabe a organisé avec succès le 12 décembre dernier la cinquième édition de son Sommet économique France-Pays Arabes, avec le partenariat de la CPME et de l'Union des Chambres Arabes, la participation de Business France, de Medef International et de CCI France. La CCFA a rassemblé près de 400 participants à cette rencontre, dont de nombreuses délégations venues de pays arabes. Qu'ils soient, comme nos partenaires et tous les intervenants, chaleureusement remerciés de cette participation active.

Cette rencontre a vu la participation exceptionnelle de notre Grand invité d'honneur, le **Président Directeur Général de Total, M. Patrick Pouyanné**, du Secrétaire Général adjoint de la Ligue Arabe, **SEM. Hossam Zaki**, du **Président de la CPME, M. François Asselin** et de son Secrétaire Confédéral, **M. Jean-Lou Blachier**, du Directeur Général du Fonds Mohammed VI pour l'Investissement, **M. Mohamed Benchaâboun**, du vice-ministre saoudien de l'Investissement, le **Dr Abdullah A. Aldubaikhi**, de **M. Samir Majoul, Président de l'Union des Chambres Arabes**, Président de l'Utica en Tunisie. Les savoir-faire français ont été mis en avant par Veolia, Transdev, NGE, Meanings Capital Partners et le Directeur de la Diplomatie économique du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, **M. Ludovic Pouille**,

**Nos
partenaires
2024**

Stratégiques

VEOLIA

transdev
the mobility company

Platinum

NGE

MEANINGS
CAPITAL PARTNERS

Gold

anteagroup

Silver

Cabinet MERLIN
Groupe MERLIN

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE

comme la Directrice ANMO, **Madame Anne Grillo**, ont porté la voix de la France.

Lors de la conclusion, en capitalisant sur tout ce que j'avais pu écouter, j'ai tenu à lancer cinq initiatives que nous allons désormais porter :

- créer des comités géographiques, bilatéraux, pilotés par un membre français et un membre arabe de la Chambre, sur les marchés d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient,

- mettre en place un groupe de réflexions sur les évolutions stratégiques et géostratégiques de la zone Afrique du Nord Moyen-Orient,

- travailler sur des thématiques telles que les enjeux environnementaux autour de la rareté de l'eau, de la gestion durable des ressources, de l'adaptation à une nouvelle donne climatique, avec les entreprises membres qui ont des solutions environnementales fortes,

- renforcer avec entreprises et partenaires français et arabes de la Chambre, l'approche de la CCFA en matière d'innovation et de start up pour en faire un levier de développement et de renforcement des entreprises et de la présence française,

- recenser la présence économique française dans le monde arabe, mais aussi la présence économique arabe, en France.

Pourquoi me direz-vous ?

Pour la simple raison, que dans le monde bouleversé que nous connaissons, que face aux défis qu'il nous faut affronter, qu'ils soient environnementaux, technologiques, humains ou économiques, il nous faut dépasser la « relation historique » qui nous lie au monde arabe pour en faire une construction stratégique. Alors que les concurrences ne cessent de s'y accroître, et que les enjeux augmentent, c'est en quelque sorte une refondation dans laquelle nous devons nous projeter, pour

répondre aux attentes, certes hétérogènes, mais bien présentes qui ont été exprimées.

Le temps n'est plus où l'on peut venir en conquérant, pour juste se servir dans un territoire de ses compétences ou de ses richesses. Il s'agit désormais d'être un acteur local, engagé aux côtés des autres acteurs locaux. C'est cela la nouvelle dynamique à lancer, c'est cela que grands groupes, PME-PMI, ETI doivent inscrire dans leurs priorités.

Et comme il n'est pas trop tard pour le faire, je profite de cette édition de notre Newsletter, non seulement pour vous souhaiter à tous et à toutes, à titre personnel comme au nom de la Chambre, une excellente année 2025, mais surtout, alors que la CCFA passe ses 55 années d'existence,

pour nous souhaiter de prendre plus encore conscience du besoin vital que nous avons, les uns et les autres, la France et les pays du monde arabe, de plus et de mieux, travailler ensemble.

Que ce soit d'un point de vue politique, comme économique, alors que 2025 s'annonce difficile à anticiper, travaillons sur ce que nous connaissons, sur ce qui nous rapproche, sur ce qui nous est et nous sera, aux uns et aux autres, utile.

C'est pour cela aussi, que je réitère mon appel aux pouvoirs publics français. Nous ne pouvons plus nous permettre de la dispersion, de la perte d'efficacité.

Je souhaite en ce début d'année 2025 que la CCFA, seul organisme paritaire franco-arabe, puisse être mieux utilisée par ses partenaires et que, enfin, se mette en place la concertation régulière entre l'ensemble des acteurs publics et privés travaillant sur les pays d'Afrique du Nord, du Proche et du Moyen-Orient.

Vincent Reina



Nos partenaires 2024	Stratégiques		Platinum		Gold	Silver
						

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE

5ème Sommet économique France - Pays Arabes

« Accroître la place de la France dans le monde arabe »

Sous le haut patronage du Président de la République M. Emmanuel Macron, la Chambre de Commerce Franco-Arabe, en collaboration avec la CPME et l'Union des Chambres Arabes, a organisé le 12 décembre dernier la cinquième édition de son Sommet économique France-Pays Arabes dans les salons de l'Hôtel des Arts et Métiers à Paris. Ambassadeurs et responsables économiques, français et arabes, délégations des institutions publiques et des acteurs économiques du secteur privé ont répondu à l'invitation du Président de la CCFA. Au total plus de 550 inscrits et près de 400 participants ont suivi les travaux de cette rencontre qui a été marquée par une ambition conjointe : renouveler l'approche du partenariat stratégique entre la France et le monde arabe.

**« Dans un environnement troublé,
il nous faut compter sur nos alliés
et nos relations historiques »**



Après quelques mots d'accueil adressés aux participants, comme aux Présidents François Asselin, Président de la CPME et Samir Majoul, Président de l'Union des Chambres Arabes et Président de l'UTICA, coorganisateurs de ce Sommet avec la Chambre, le Président de la CCFA, **M. Vincent Reina** est rapidement entré dans le vif du sujet. Avec le haut patronage du Président de la République, pour la seconde année consécutive, avec 550 inscrits dont de nombreuses personnalités publiques et privées, telles que Mme Anne Grillo, Directrice ANMO, et M. Ludovic Pouille, Directeur de la Diplomatie économique au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, mais également le vice-ministre de l'Investissement saoudien, ou encore le Secrétaire-Général adjoint de la Ligue des États Arabes, ou le Directeur Général du Fonds Mohammed VI pour l'Investissement, et enfin M. Patrick Pouyanné, Président-Directeur général du groupe TotalEnergies, invité d'honneur à ce Sommet, sans oublier les grands partenaires de la Chambre, le ton était donné : il faut compter sur les entreprises françaises dans le monde arabe, et ces dernières doivent s'y développer encore et toujours.

Le Président Reina a rappelé le contexte international « volatile, incertain, complexe, en proie à des conflits », et les nombreux défis auxquels le monde doit faire face, notamment énergétiques, environnementaux, climatiques, et d'un développement inclusif. **« Dans cet environnement**

troublé, il nous faut compter sur nos alliés et nos relations historiques, a-t-il dit, notamment au Maghreb et au Machrek, et se positionner durablement dans les pays du Golfe, pays où les pôles de développement offrent des relais de croissance majeurs pour les entreprises françaises ». Nous avons nos solutions environnementales, nos solutions technologiques et un savoir-faire dans de nombreux secteurs, a-t-il poursuivi, et il faut par conséquent une impulsion stratégique et économique, répondre aux attentes des partenaires de la France par une approche nouvelle, par un partenariat d'égal à égal et gagnant-gagnant. Ce sommet devait amener à une réflexion et à l'élaboration d'une feuille de route.

Les PME, un vrai levier à l'export



Reprenant les propos de son Secrétaire Confédéral, **M. Jean-Lou Blachier**, également Président du Groupement du Patronat Francophone, intervenu lors de l'ouverture de la matinée, autour de la nécessité de dynamiser les relations entre entreprises françaises et entreprises du monde arabe et d'utiliser la francophonie comme vecteur de pénétration y compris dans les pays du Golfe, **M. Asselin**, Président de la CPME, a de son côté évoqué les 140 000 PME françaises exportatrices et leurs potentiels immenses s'ils étaient combinés à ceux des entreprises de leurs destinations. Il a souligné les bénéfices de la co-construction et du co-investissement et l'intérêt de ces actions lorsqu'elles sont projetées dans des pays tiers, là en particulier où les entreprises françaises ont plus de difficultés à se projeter seules, par elles-mêmes.

« Il y a des pays qui sont de vrais hubs pour d'autres pays limitrophes, c'est le cas de la Tunisie ou du Maroc pour leurs voisins africains ou encore certains pays du Golfe qui s'imposent comme des hubs de réexportations vers des marchés de millions de consommateurs en Asie ou en Afrique » a-t-il souligné. Et d'indiquer que les investisseurs étrangers s'intéressent aux entreprises françaises qui ont du savoir-faire et des technologies particulièrement adaptées à leur environnement. « Il faut que la CPME prenne ces questions à bras le corps », évoquant la synergie développée par son mouvement pour accompagner les entreprises sur les marchés à l'export, de la détection de ces entreprises qui ont la capacité d'exporter par rapport à leur modèle économique à la projection sur des orientations géographiques porteuses d'avenir. Toutefois que la première étape consiste à ce que le chef d'entreprise soit lui-même persuadé que son entreprise peut avoir un avenir à l'export et qu'il en persuade aussi ses collaborateurs.

Evoquant l'avenir, M. Asselin a indiqué que nous vivons des transitions incroyables, notamment écologiques et numériques, et que tout se passe en même temps et à une vitesse prodigieuse. Il a clôt son intervention sur une note d'optimisme : l'avenir reste radieux si nous apprenons à l'aimer, à prendre les sujets à bras le corps et à les traiter de façon résolue.

La France est le plus important partenaire du monde arabe



M. Samir Majoul a d'abord souligné que la présence remarquable à ce Sommet, des deux côtés, arabes et français, montrait qu'elle reflétait bien la profondeur des relations entre la France et le monde arabe et la volonté commune de les renforcer. Il a affirmé que ce sommet était une plateforme essentielle pour échanger des visions et des stratégies, l'illustration d'une ambition partagée de continuer à bâtir des ponts de coopération et de renforcer les partenariats pour un avenir meilleur. « Les liens entre la France et le monde arabe sont solides, basés sur le respect mutuel des intérêts communs » a-t-il insisté. Et de poursuivre que ces relations exemplaires incarnent un modèle de coopération constructive, de dialogue interculturel, et d'une collaboration pour un monde plus stable et prospère. Il a indiqué que l'Union des Chambres Arabes voulait s'attacher à renforcer les relations commerciales et

économiques avec la France, qui est l'un des partenaires les plus importants du monde arabe.

« Dans le contexte de transformations économiques mondiales et de défis sans précédent auquel nous faisons face, le renforcement de cette coopération n'est plus seulement souhaitable. Il est devenu stratégique pour des secteurs comme l'énergie, la technologie, les infrastructures, les industries agroalimentaires, les services et la finance, dans un souci de souveraineté dans tous ces domaines ». Il est impératif d'intensifier cette coopération et de redoubler d'efforts pour lutter contre le changement climatique et faciliter les investissements bilatéraux, pour soutenir les petites et moyennes entreprises et promouvoir l'entrepreneuriat avec des programmes conjoints de financement et de la formation, a-t-il notamment indiqué. Il a terminé en revenant sur les crises récentes, notamment la Covid 19 et la guerre russo-ukrainienne. Elles « nous rappellent l'importance de prioriser des enjeux vitaux comme la souveraineté alimentaire, les souverainetés énergétiques, sanitaire ou cybernétique ».

Et de conclure : « nous devons relever ensemble les défis », et la coopération franco-arabe peut servir de modèle international pour relever les défis communs de l'humanité.

L'investissement doit être à double sens



Le vice-ministre saoudien pour l'Investissement, le Dr Abdullah A. Aldubaikhi, a lors de son intervention fait échos et répondu notamment aux différents propos des Présidents, soulignant d'emblée que les pays participants à ce Sommet n'étaient pas en concurrence les uns avec les autres, mais se complétaient, car chaque pays a sa propre spécificité, son propre avantage compétitif et comparatif. Il a souligné que l'investissement doit être à double sens indiquant : « si nous appelons les entreprises françaises à investir dans les pays arabes, nous demandons aussi aux entreprises arabes d'investir en France ». Par ailleurs il a estimé que l'investissement peut aussi être une opération de complémentarités et qu'il faut imaginer à cet égard de nouveaux mécanismes, en adéquation avec l'économie verte et l'industrie verte.

Évoquant l'économie saoudienne, il a souligné que la « Vision 2030 » du Royaume avait pour objectif de rendre

l'économie saoudienne durable et moins dépendante du pétrole, en développant d'autres secteurs. Il a affirmé que dans le cadre de cette Vision, le Royaume avait diversifié son économie, amélioré l'environnement de l'investissement et pris des initiatives pour repenser les chaînes d'approvisionnement. Il a indiqué, qu'après la pandémie, le secteur hors hydrocarbures avait réalisé une croissance de 4 %, contribué à hauteur de 50 % dans la formation du PIB, que les investissements directs étrangers avaient dépassé les 100 milliards et que le chômage était passé de 12 à 7 %.

« Notre économie est et en pleine essor, il y a de la place pour tout le monde » a-t-il conclu.

Nous avons la responsabilité de nous rapprocher pour bâtir l'espérance

Le Président de l'Union des Comores, **M. Azali Assoumani**, finalement empêché pour des raisons de santé de participer à ce Sommet, a estimé, quant à lui, dans un message délivré par Son Excellence l'Ambassadeur M. Ahmada Hamadi, que ce 5ème Sommet économique correspondait à un moment charnière, nécessaire et utile, pour renforcer le partenariat entre les pays arabes et la France. Qu'il constitue un temps fort pour consolider le présent et bâtir l'avenir.

« Dans ce monde tragique, aux défis quotidiens, nous avons ensemble, la responsabilité de nous rapprocher toujours davantage. Pour renforcer la paix, raffermir le dialogue commun, trouver les voies de la cohésion entre les peuples et bâtir l'espérance », a-t-il dit.

Il a souligné les potentiels de son pays et sa disponibilité pour accueillir tous les projets d'investissement étranger dans le cadre du plan de développement pour une émergence en 2030. « Tous les secteurs de l'économie nationale sont ouverts, le tourisme, la pêche, l'énergie, l'agriculture, l'hôtellerie, le secteur bancaire, les transports et bien d'autres encore ».

Par ailleurs, il a rappelé que l'« Union des Comores est un pays d'une grande stabilité et d'une démocratie confirmée, qui entretient avec la France des relations d'amitié et de coopération profonde ». Et de conclure que ce Sommet était une opportunité et une chance pour réaffirmer et redynamiser les relations et qu'« accroître la place de la France dans le monde arabe est un atout majeur qu'il faut encourager et soutenir ».

70 milliards de dollars, le volume des échanges avec la France. 400 milliards, avec la Chine

Au nom de Son Excellence M. Ahmed Aboul Gheit, Secrétaire Général de la Ligue des Etats Arabes, le Secrétaire Général Adjoint, l'**Ambassadeur Hossam Zaki**, dont il s'agissait de la seconde présence consécutive à cette rencontre, a lui évoqué les circonstances graves et dramatiques qui entourent cette édition du Sommet de la CCFA. Du fait bien entendu de la guerre à Gaza et au Liban, qui a occasionné des pertes en vies humaines considérables et des destructions massives, mais aussi de la guerre en Ukraine qui suscite de plus en plus d'inquiétudes et d'appréhension quant à la stabilité et la sécurité mondiale. Tout en souli-

gnant les excellentes relations entre la France et les pays arabes et rappelé que le volume d'échanges avoisine les 75 milliards de dollars, ceux entre ces pays et la Chine ont dépassé les 400 milliards de dollars en 2023.

Il faut œuvrer afin que ce partenariat France-Pays arabes devienne plus actif et dans tous les domaines notamment les transferts de technologies, le changement climatique, la transition numérique, et tout particulièrement l'intelligence artificielle.



Il a annoncé que la Ligue qui s'attelle à mettre en place une stratégie pour l'intelligence artificielle, s'intéresse à la coopération avec la France qui « recèle beaucoup de compétences à ce niveau ».

Rappelant que ce Sommet est économique au premier chef, M. Hossam Zaki a toutefois souligné que la coopération culturelle est aussi un vecteur de rapprochement entre les deux parties et facilite les échanges économiques. Par ailleurs, il a indiqué que la paix dans la région contribue à renforcer les relations et les échanges économiques et commerciaux entre la France et les pays arabes. Il a souligné que la France de par ses relations historiques avec les pays arabes et en tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies avait une responsabilité importante et devait œuvrer afin de prendre les mesures nécessaires au rétablissement de la paix et reconnaître l'Etat palestinien.

Une ambition renouvelée, comme celle entre la France et le Maroc

M. Mohamed Benchaâboun, Directeur Général du Fonds Mohammed VI pour l'Investissement, a ouvert son propos en indiquant que ce Sommet n'était pas un simple événement, mais une occasion unique pour réfléchir ensemble, unir ses forces, afin de répondre aux défis d'un monde marqué par l'instabilité, des transformations profondes, et de préparer les nouvelles générations aux exigences de demain. **« Notre avenir dépendra de notre capacité à travailler ensemble pour bâtir des solutions collectives, audacieuses pour transformer les défis économiques, technologiques, et géopolitiques en opportunités de croissance partagée.**

Nous devons conjuguer nos efforts, et renforcer les par-

tenariats public-privé, et afficher une volonté politique résolue. Mais nous devons également reconnaître la diversité des réalités économiques, sociales et politiques au sein du monde arabe qui n'est pas monolithique, mais une mosaïque riche de spécificités » a-t-il déclaré. Évoquant la relation stratégique exceptionnelle qui unit le Maroc à la France, M. Benchaâboun a rappelé la déclaration

« Le potentiel de nos relations est immense, mais pour le réaliser nous devons faire preuve d'une ambition renouvelée et nous appuyer sur des principes clairs : respect mutuel, pragmatisme et innovation », a-t-il conclu.

M. Khaled Hanafi : 200 milliards de dollars pour le marché du numérique arabe



signée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI et le Président Emmanuel Macron, lors de la visite d'état en octobre dernier, et qui fixe des engagements pour moderniser les deux économies, en s'appuyant sur un partenariat historique qui a déjà donné naissance à de nombreux projets d'envergure. Il a rappelé les accords portant sur le soutien aux PME et aux start-ups, pour un commerce équilibré et équitable, pour une coopération financière facilitant les financements de projets structurants au Maroc et pour le renforcement de l'intégration du Maroc dans les chaînes de valeur mondiale.

Le Maroc a bâti son modèle de développement autour d'un système d'investissement mixte où l'état joue un rôle pivot en tant qu'investisseur. Mais face aux grandes échéances qui attendent le pays, notamment l'organisation de la Coupe du monde en 2030, il est impératif de donner une place plus importante au secteur privé. Cela est désormais facilité grâce notamment à la création du Fond souverain Mohammed VI pour l'Investissement qui a pour objectif de faire levier sur l'argent public pour mobiliser des capitaux privés à l'échelle nationale et internationale.

Il a indiqué que le Fonds a lancé des instruments financiers innovants, permettant de surmonter la sous-capitalisation dont souffrent beaucoup de petites et moyennes entreprises. Par ailleurs il a souligné le rôle de ce Fonds comme catalyseur de l'investissement à travers des partenariats bilatéraux avec des pays amis.

Enfin il a lancé un appel à la France pour se positionner comme « facilitateur influent » pour traduire les ambitions économiques des pays arabes au sein des mécanismes européens complexes. Il a indiqué qu'en tant que médiateur stratégique, la France peut clarifier les procédures de l'Union européenne et œuvrer pour une meilleure compréhension mutuelle. C'est en agissant ainsi que la France peut contribuer à renforcer les relations euro-arabes, fondées sur la confiance, le respect mutuel et des opportunités économiques partagées.

Dans son intervention, le **Dr Khaled Hanafi**, Secrétaire Général de l'Union des Chambres Arabes a exposé la diversité des économies arabes indiquant que de la Mauritanie jusqu'aux pays du Golfe, il y a une large palette d'économies différentes, avec des succès et des défis à relever. Et de poursuivre que la région ne se limite pas à une « réserve » d'énergies fossiles, mais qu'elle représente également 60 % de l'énergie solaire dont le monde a besoin et qu'il faut la développer de manière adéquate. Par ailleurs, il a indiqué que le marché arabe pour l'économie numérique était évalué à 200 milliards de dollars.

Abordant les échanges des pays arabes avec la France, il a également rappelé que le volume de ces échanges commerciaux avoisinent les 70 milliards de dollars par an, mais qu'un changement radical s'opérerait au sein des économies arabes avec la tendance à aller vers la Chine, le Brésil, l'Inde et au sein de l'Europe vers l'Allemagne ou d'autres pays européens.

Et de conclure qu'il faut intensifier les efforts pour renforcer les liens avec la France au travers des partenariats stratégiques. Les relations avec la France doivent déroger au schéma traditionnel linéaire de simples opérations d'import-export.

« Nous devons sortir des schémas traditionnels car la région arabe a changé, il faut changer d'approche. Nous sommes capables de produire, nous sommes capables d'innover, nous sommes capables d'être compétitifs et nous avons des jeunes capables de réaliser des changements tangibles, réels » a-t-il dit.

Et de conclure : « le monde change, nous changeons, et nous devons changer notre façon d'aborder les relations franco arabes ».



De l'importance de gérer les données sur l'eau au niveau national

Antea®Group

Comprendre aujourd'hui.
Améliorer demain.

L'eau est devenue un enjeu majeur pour tous les pays : sécheresses, risques inondation, phénomènes extrêmes climatiques, conflits sur les usages, etc.

Pour renforcer la connaissance et faciliter l'aide à la décision à l'échelle d'un pays, une bonne maîtrise des données sur l'eau est cruciale. Un système national de gestion des données sur l'eau doit s'appuyer sur 4 piliers :

1. **La qualité des données sur l'eau** – elles doivent être contrôlées et fiables ;
2. **L'interopérabilité** – les échanges de données entre les différents producteurs de données doivent être facilités ;
3. **L'écosystème technique** – les multiples sources de données (laboratoires, mesures in situ, etc.) doivent être adossées à des outils logiciels adaptés pour la capitalisation et la diffusion des données sur l'eau ;
4. **La Gouvernance des données** organisée entre les différents partenaires de l'état.

Antea Group développe une **ingénierie intégrée dans le domaine de la gestion des données sur l'eau** à des échelles locales (Etablissement Public de bassin, Régions, collectivités) et nationales (Ministères en charge de l'eau, Etablissement publics de recherche, Agences de l'eau). Elle les accompagne notamment pour :

- La définition des schémas de gouvernance des données sur l'eau
- La mise en place de solutions numériques et logiciels pour la bancarisation, le contrôle, l'administration et la diffusion des données sur l'eau.

Par exemple, Antea Group a accompagné le ministère de l'eau de la Jordanie pour la refonte de son système national d'information sur l'eau, dans le but d'obtenir une meilleure cohérence dans l'établissement de son plan directeur national sur l'eau.



Acteur majeur de l'ingénierie environnementale en France, Antea Group rassemble plus de 1000 experts et consultants pluridisciplinaires intervenant dans les domaines de l'eau, de l'environnement, des infrastructures et des données environnementales en France métropolitaine, d'outre-mer et à l'international.

contact@anteagroup.fr
www.anteagroup.fr



Des solutions pour relever les défis de demain !

Transdev

Les enjeux de la mobilité sont importants en matière de décarbonation et de cohésion sociale, indique d'entrée **M. Thierry Mallet, Président-Directeur Général du groupe Transdev**. Fort de ses 100 000 collaborateurs dans 19 pays, le groupe transporte tous les jours 1.200.000 personnes avec des moyens de locomotion classique, train, métro, tram, ferry ou bus. Le groupe enchaîne d'ailleurs les succès à travers le monde, et a signé par exemple avec un partenaire australien pour le plus gros train du monde avec ses 500 véhicules, circulant sur 250 km. Transdev est une entreprise européenne avec deux actionnaires, la Caisse des

groupe apporte depuis plus de 40 ans des solutions dont l'efficacité a été mainte fois prouvée pour dépolluer, décarboner et régénérer les ressources naturelles.

Face à la faiblesse en ressources en eau dans certains pays, Veolia propose son expertise dans le dessalement de l'eau de mer et le recyclage des eaux usées pour apporter le confort hydrique. Ses installations notamment en Jordanie, au Maroc ou à Oman en sont de belles illustrations.

Dans le domaine des déchets dangereux, notamment les déchets industriels, Veolia apporte aux acheteurs de matières premières provenant du recyclage des déchets, les mêmes garanties de qualité, de régularité, de flux et de



Dépôts et Consignations, et le groupe allemand Rethmann. Le groupe réalise 10 milliards de chiffres d'affaires et est présent partout dans le monde. Son modèle décentralisé privilégie le partenariat et le partage du savoir-faire afin que ses partenaires deviennent, à leur tour, une source de développement pour le groupe.

Présent ainsi en Colombie depuis 25 ans, le groupe avec son partenaire, Transmilenio, a déployé des solutions propres permettant de renforcer la cohésion sociale en transportant tous les jours 2.000.000 de personnes. « La voiture est à la fois une source de congestion et de pollution », dit-il, mais la voiture électrique ne peut pas être la solution.

Alors il est nécessaire de développer des solutions de transport public évitant la voiture, et permettant de voyager plus vite. Voilà nos solutions pour répondre aux nouveaux défis. M. Mallet a profité de cette occasion pour rappeler que son groupe est partenaire de la ville de Rabat au Maroc comme d'autres villes dans le monde arabe, et que son ambition est aujourd'hui de regarder aussi vers les pays du Golfe.

Veolia

Comment faire face aux enjeux de l'environnement, au stress hydrique, au traitement des déchets dans les pays arabes ? C'est la question qu'a posée M. Bourdeaux Vice-Président Afrique - Proche et Moyen-Orient du groupe Veolia, leader mondial dans la transition écologique, qui propose des solutions françaises efficaces, abordables et duplicables. Fortement implanté dans les pays arabes, le

pérennité. A ce titre, le groupe opère à Abu Dhabi mais aussi en Arabie saoudite et au Koweït où il traite les déchets dangereux des installations pétrolières et pétrochimiques

Enfin, pionnier de l'efficacité énergétique, productrice d'énergie verte, spécialiste de la biomasse et de la récupération des énergies, et acteur majeur de l'économie circulaire, Veolia met ses services et ses expertises au service des villes et des industries pour les aider à devenir énergétiquement plus efficaces, réduire leurs consommations et diminuer leur empreinte carbone à travers des centres de performance énergétique comme ceux que le groupe a installés à Rabat, Ryad ou à Dubaï.

Les solutions intelligentes et vertes, apportées aux gestionnaires de centres commerciaux, aux hôpitaux, aux métros ou aux aéroports, collectent et traitent en temps réel les données clients, exploitant la force de rupture inhérente au digital, procurant jusqu'à 30 % d'économies d'énergie, sans investissement.

L'Afrique du Nord-Proche et Moyen-Orient est une des zones où le groupe enregistre aujourd'hui la plus forte croissance et où il va continuer à croître.

Veolia a renforcé son implantation dans la région pour aider à combattre le stress hydrique, les pollutions, et réduire les émissions de gaz à effet de serre. C'est le triple défi environnemental que les pays arabes ont à relever. Veolia, par sa Directrice générale Mme Estelle Brachlianoff, est prêt à les y aider.

DÉSENCLAVER LES TERRITOIRES

C'EST NOTRE QUOTIDIEN

On ne peut pas faire avancer le monde tout seul. Mais quand Anthony, l'un de nos 71 000 conducteurs, fait du transport à la demande pour des publics éloignés des hubs de mobilité, le changement commence à se produire. Être le géant des mobilités s'accompagne d'une grande responsabilité, et celle-ci nous fait avancer tous les jours.



RELEVER LES DÉFIS ÉCOLOGIQUES DANS LES PAYS ARABES : UNE TRANSITION IMPÉRATIVE

Les pays arabes font face à des défis environnementaux majeurs, amplifiés par le changement climatique. Une transformation écologique est essentielle pour **décarboner les économies, régénérer les ressources et dépolluer les environnements.**

Chez Veolia, nous apportons des solutions adaptées aux réalités locales, comme la réduction des émissions de CO₂ via les énergies renouvelables. À Oman, l'usine de dessalement de Sur est **autosuffisante grâce à 107 000 m² de panneaux solaires**, fournissant de l'eau potable à 600 000 habitants. À Tanger, au Maroc, l'usine Renault atteint **zéro émission carbone grâce à la biomasse**, économisant 100 000 tonnes de CO₂ par an.

En Jordanie, l'usine de SAMRA traite 364 800 m³ d'eaux usées par jour, **dont 100 % sont réutilisées pour l'irrigation**. L'usine est **autosuffisante à 90 % en énergie**. Au Maroc, Veolia soutient la réutilisation des eaux usées. À Rabat, **95 % des 800 ha d'espaces verts sont irrigués grâce à cette ressource.**

Nous déployons aussi des technologies de pointe pour dépolluer l'eau, l'air et les déchets. À Abou Dabi, un consortium mené par Veolia récupère de l'eau et du pétrole à partir de **70 000 tonnes de déchets dangereux**, tandis qu'à Sharjah, plus de **500 000 tonnes de déchets non recyclables sont converties en énergie**, générant 30 MWh par heure.

Un accompagnement personnalisé pour un avenir durable

Avec Green Up, nous collaborons avec les acteurs publics et privés pour développer des solutions locales adaptées aux défis énergétiques et environnementaux des pays arabes. Que ce soit dans les énergies renouvelables, la gestion de l'eau ou des déchets, nous intégrons des innovations qui restaurent les écosystèmes, protègent les ressources naturelles et favorisent la croissance verte. Ensemble, nous bâtissons un avenir plus résilient et durable.



SAMRA, Jordanie



Rabat, Maroc



Sharjah, Emirats Arabes Unis

Sur, Oman

Plus d'informations :

Direction de la Communication Veolia
Afrique, Proche et Moyen-Orient

amo-communication@veolia.com

www.africa.veolia.com
www.near-middle-east.veolia.com



TotalEnergies : 100 années de présence dans les pays arabes pour un acteur de premier plan



Grand invité d'honneur à ce Sommet 2024, M. Patrick Pouyanné, Président-Directeur Général du groupe TotalEnergies, a dressé le bilan de 100 ans de présence du groupe dans le monde arabe. Remerciant le Président Vincent Reina pour cette invitation et saluant le rôle de la Chambre dans le développement des relations économiques et commerciales entre la France et le monde arabe, il a pu dérouler l'histoire captivante d'une réussite extraordinaire dans la région, et brosser les pistes de son avenir.

TotalEnergies a 100 ans. Le groupe est né en 1924 au cœur du monde arabe, avec la création à l'époque de la Compagnie française des pétroles, par la prise de 25 % des parts que détenait la Deutsche Bank dans la Turkish Petroleum Company, qui devient par la suite, en 1928, l'Irak Petroleum Company. Puis l'aventure s'accélère, avec la découverte du pétrole sur le gisement de Baba Gurgur près de Kirkouk, la construction d'un pipeline de 2 000 km pour relier les champs de Kirkouk à la mer Méditerranée, la construction du plus grand pétrolier-tanker au monde et de deux raffineries en France : une en Normandie et une à Marseille, pour y acheminer le pétrole et le raffiner... Tout cela en moins de 10 ans !

« Si les Français ont démontré leurs capacités à reconstruire Notre-Dame en cinq ans, à l'époque déjà, nos ancêtres avaient fait des choses extraordinaires », lance-t-il, avec un clin d'œil à l'ingéniosité de l'ADN de l'entreprise.

Poursuivant son narratif, M. Pouyanné retrace le chemin du groupe dont le berceau est au Moyen-Orient et qui va essayer de l'Irak vers les autres pays de la région. En 1936, il s'implante au Qatar, en 1937 à Oman, et en 1939 aux Émirats arabes unis. Mais l'aventure ne s'arrête pas là, puisque 100 ans après, TotalEnergies devient la plus grande compagnie internationale au Moyen-Orient en terme de capacités de production.

Au cœur de cette réussite ? La volonté de ses « patrons » qui, jusqu'à lui, n'ont eu de cesse tous, de maintenir cette relation sur le long terme. Ainsi, aux Émirats arabes unis où TotalEnergies avait signé en 1939 une concession de 75 ans, le groupe y signe son renouvellement, en 2015, pour 40 ans. « C'est bien la traduction du long terme sur lequel le groupe a bâti un portefeuille très important dans le domaine du

pétrole et du gaz » dit-il. Autre exemple dans la région, qui se développera plus tard, c'est le Qatar. Aujourd'hui deuxième producteur mondial de gaz naturel liquéfié, le groupe y a conforté, en 2022, son partenariat avec l'Emirat pour continuer à fournir du gaz dont l'Europe a besoin.

L'aventure de TotalEnergies en Afrique du Nord démarre, elle, en Algérie en 1953 et se poursuit en Libye en 1954, et au Maroc dès 1952. En Algérie, le groupe a exploité plutôt le gaz et conforté sa position en rachetant les portefeuilles d'Engie en 2018. En Libye, pays plutôt pétrolier, le groupe y a marqué son attachement en rachetant les parts d'entreprises qui quittaient le pays, devenant ainsi le principal partenaire de la Libye avec l'italien ENI. Et il espère bien y investir fortement dans les années à venir.

Abordant la stratégie de TotalEnergies, M. Pouyanné a indiqué qu'elle repose sur deux piliers : d'un côté la production de pétrole et de gaz, et notamment de gaz naturel liquéfié, et de l'autre, la production d'électricité avec l'ambition d'atteindre 20 % de la production en 2030.

Une présence ancienne, pour durer et innover

Ouvrant le chapitre de la transition énergétique, M. Pouyanné a souligné les atouts de ces pays pour produire des énergies renouvelables. Ils y disposent de l'espace pour créer des fermes solaires, dit-il, et le groupe y met en œuvre sa stratégie.

Citant l'Irak, M. Pouyanné rappelle le retour du groupe dans ce pays, par la grande porte, en 2023, avec la signature d'un contrat original. L'Irak manquait d'électricité. A la

demande des autorités, ils y ont déployé leur savoir-faire pour capter le gaz des torches à Bassorah, le traiter et alimenter des centrales électriques. Une innovation qui présente l'avantage d'éliminer les torches et les émissions de CO2. A côté de cette source d'énergie, à gaz, ils lancent un projet solaire important pour assurer une deuxième source d'électricité.

Pétrole, gaz, électricité et pour que la boucle soit bouclée, TotalEnergies apporte son expertise pour produire de l'eau dans le sud du pays.

Autre exemple, le partenariat avec le Sultanat d'Oman où la position du groupe était relativement mineure depuis 1937. Grâce à son savoir-faire, le groupe y a pris des positions intéressantes notamment dans le gaz liquéfié, le solaire et l'éolien. Il a lancé, en 2024, un projet de gaz liquéfié, totalement électrifié, où l'électricité est fournie par du solaire.

« Les énergies renouvelables nous conduisent aussi à revenir sur des pays qui sont plus proches de l'Europe, notamment le Maroc, l'Égypte et la Tunisie, parce qu'ils disposent de l'espace nécessaire », souligne-t-il. Et de poursuivre : « lorsque l'Europe veut faire son Green deal et poursuivre des fermes solaires et éoliennes », il faut chercher des partenaires de l'autre côté de la Méditerranée et ramener l'énergie, soit sous forme de câbles sous-marins électriques, soit d'hydrogène d'ammoniac. « Faire un lien entre l'Europe

et les pays du sud est sans doute une voie qu'il faut approfondir ».

Dernier pays évoqué, l'Arabie saoudite, belle synthèse du passé et de l'avenir du groupe, et où le pétrole relevait d'un monopole d'état après les nationalisations des années 1970. Dans les années 2000, lorsque le Royaume décide de développer une stratégie aval pour développer du raffinage et de la pétrochimie, une opportunité de construire un partenariat s'est présentée. TotalEnergie investit avec Aramco, à Jubail, dans un projet de raffinerie géante de 10 milliards de dollars. Et un nouveau contrat, doublant la mise, est signé en 2023 pour la construction d'un grand complexe pétrochimique attenant à la raffinerie. Par ailleurs, le Royaume pour sa stratégie de transition énergétique signe avec TotalEnergies un nouveau contrat pour développer des fermes solaires. Une autre boucle est bouclée.

M. Pouyanné conclut ainsi : « La transition énergétique est un défi pour nous tous. Nos sociétés ont besoin d'énergie, au meilleur coût. Et nous avons besoins de développer les énergies renouvelables pour décarboner la planète. Or c'est dans ces pays, que l'on produit le pétrole et le gaz naturel liquéfié les moins chers, et ces nouvelles énergies dont nous aurons besoin pour décarboner la planète. C'est main dans la main avec l'ensemble de ces grands pays du monde arabe que nous le réussirons ».

« Quelle place pour le Maghreb dans les chaînes de valeurs internationales ? »

M. Jean-Luc Chauvin, Président de la CCI Aix-Marseille-Provence, membre du Bureau et du Conseil d'Administration de la CCFA, a animé la première séquence géographique consacrée aux pays du Maghreb et à leur place dans les chaînes de valeur internationales.

En introduction aux débats, il a souligné que l'année 2024 se terminait marquée par la visite du Président Macron au Maroc, du 28 au 30 octobre 2024, une réussite totale avec la signature de 41 accords portant sur la transition énergétique, l'agriculture, la décarbonation, l'aéronautique, la gestion de l'eau et l'éolien, outre les multiples accords de financement. Ce sur quoi il a inter-

rogé SE Mme Samira Sitail, Ambassadeure de Sa Majesté le Roi Mohammed VI en France.

Elle a pu dresser le bilan de cette visite, des accords signés avec plus de 11 milliards d'euros d'investissements. Elle a indiqué que même lors des moments difficiles, les entreprises, des deux côtés de la Méditerranée, n'ont jamais cessé de travailler ensemble et de croire au potentiel des uns et des autres. « Il faut applaudir et saluer cet engagement de croire que la politique peut ralentir les choses, mais n'arrête jamais ni le progrès ni les investissements. Nous avons beaucoup de valeurs communes et cette visite a marqué une évolution dans l'état d'esprit, en visant à donner du sens à l'investissement en termes de valeurs. Investir au Maroc, c'est croire en ce pays et en son potentiel », dit-elle. Par ailleurs SE Mme Sitail a évoqué le nouvel instrument dans le cadre du partenariat renoué pour garantir la pérennité de la relation franco-marocaine, à travers la création d'une commission paritaire mixte présidée par les deux chefs d'État pour superviser le suivi des décisions prises.



Mme Latifa Echihabi, représentant la Caisse des Dépôts et de Gestion du Maroc, a exposé le rôle fondamental de la CDG dans le financement des grands projets et des entreprises marocaines. Elle a indiqué que cette grande institution financière publique allait contribuer également à cette nouvelle page des relations avec les entreprises françaises. Cette institution, qui a 65 ans, incarne l'indépendance économique du Maroc avec la mission de collecter l'épargne, de la sécuriser, de la fructifier, mais surtout de la canaliser vers des investissements importants pour le pays et dans l'accompagnement des différentes stratégies sectorielles. La CDG intervient ainsi dans différents secteurs notamment, l'épargne, la prévoyance sociale mais aussi l'aménagement territorial, comme le développement de zones industrielles, le logement locatif et commercial, le développement du tourisme. Elle est présente aussi sur l'investissement avec différents fonds d'investissement. **« C'est un champ large dans lequel les entreprises françaises peuvent trouver des partenariats gagnants-gagnants »** dit-elle. Et de rappeler que la CDG a financé en 2008 le projet Renault Maroc par une prise de participation à hauteur de 49 % de son capital, puis elle a cédé ses parts, sa mission étant d'aider au démarrage, et non de rester de façon infinie. Elle a cité d'autres exemples où les entreprises françaises bénéficient du soutien de la CDG, notamment le développement d'une nouvelle ville, l'« éco City de Zenata », développée en partie par des entreprises françaises.

Le Dr Hadi Chaibainou, représentant le secteur bancaire à travers le GPBM, a présenté le rôle des banques marocaines dans le cadre du financement de projets. Le Groupement professionnel des banques du Maroc existe depuis 1943 et il est sollicité au niveau de tous les secteurs, de tous les projets et des réformes, depuis plus de 60 ans. Il accompagne, par l'intermédiaire des banques le développement économique et social du pays. Abordant le partenariat franco-marocain, il a indiqué qu'il est présent dans tous les domaines : industrie automobile, aéronautique, infrastructures routières et ferroviaires... Il a cité les nouvelles opportunités au Maroc dans le développement des infrastructures, de l'énergie renouvelable, de l'hydrogène vert, du digital et de l'agroalimentaire. Quant à la présence des banques marocaines en Afrique, il a indiqué que trois groupes bancaires marocains sont installés dans 22 pays africains. Ils sont impliqués dans le cœur de la vie des Africains notamment la santé, l'éducation ou le logement. Il a souligné que ces banques sont africaines mais à capitaux marocains. C'est un partenariat d'égal à égal, dans le respect de la souveraineté nationale des pays. Et pour terminer son intervention, il a rappelé le rôle des Marocains résidents à l'étranger qui sont, eux aussi, les ambassadeurs du pays à l'étranger.

Tunisie : « Une relation qui se renouvelle pour pérenniser et approfondir des partenariats historiques »

S.E. M. Dhia Khaled, Ambassadeur de Tunisie en France, a salué la présence d'une forte délégation d'affaires tunisiennes. Il a rappelé que la France est le premier partenaire de la Tunisie et le premier investisseur étranger hors énergie et que près de 1 600 entreprises françaises sont actives en Tunisie, ajoutant que sur les 10 premiers mois de 2024



près de 257 investissements ont été réalisés dont 240 sont des extensions. Quant aux secteurs qui offrent des opportunités, il a cité notamment les composants automobiles, les énergies renouvelables notamment l'hydrogène vert. Par ailleurs, il a souligné que la Tunisie est bien connectée aux chaînes de valeurs et que 70 % de son économie se fait avec l'Europe et particulièrement avec la France et de rappeler qu'en 2023, la Tunisie était le premier investisseur africain en France et le 17 ième investisseur étranger hors européens.

Évoquant la diaspora tunisienne en France, il a indiqué qu'un million de Tunisiens binationaux vivent en France. Ils sont actifs dans tous les domaines et constituent des vecteurs d'amitié et de rapprochement entre les deux économies. Pour finir il a souligné l'interconnexion des chaînes de valeurs en Tunisie et en France et le potentiel qu'elles offrent sur les marchés tiers.

S.E Mme Anne Gueguen, Ambassadrice de France en Tunisie, a exposé l'état de la relation franco-tunisienne. Elle a indiqué que c'est une relation forte, entre des partenaires souverains qui s'écoulent et qui se respectent, qui coopèrent sur tous les sujets dans une logique de partenariat mutuellement bénéfique. La force, la solidité, et la résilience de cette relation bilatérale reposent non seulement sur une relation d'état à état, mais également de société à société dans laquelle le secteur privé joue un rôle éminent. **Nous partageons une culture, qui nous renvoie à des racines historiques communes, a-t-elle dit, annonçant en 2026 une « Saison de la Méditerranée » pour célébrer cette relation ancienne mais qui se renouvelle.** Les modalités, les méthodes, les approches changent, elles se modernisent et elles se rajeunissent, avec une diversification des partenariats, ce qui n'empêche pas la pérennité et l'approfondissement des partenariats historiques.

Abordant le secteur économique, Mme Gueguen a indiqué qu'il y a de formidables opportunités pour les entreprises françaises pour l'action de co-développement dans les transitions systémiques auxquelles doit faire face la Tunisie, et notamment énergétiques, écologiques, numériques, ou la gestion du stress hydrique.

M. Samir Majoul, est revenu sur les relations franco-tunisiennes et plus particulièrement sur la relation économique fondée notamment sur une relation forte entre patronats. **« Nos fédérations travaillent ensemble, les relations sont**

excellentes ». Il a indiqué que bon nombre d'entreprises françaises investissent en Tunisie et c'est une marque de confiance et le rôle de l'Utica est justement de défendre ces entreprises. Abordant le climat des affaires en Tunisie, M. Majoul a souligné la résilience de l'économie et la compétitivité de la Tunisie. **« Nous allons faire de la Tunisie un paradis de l'investissement »**, a-t-il dit. La loi sur l'investissement va être revue pour faciliter l'investissement et une fiscalité de croissance va voir le jour. Il a rappelé que son pays bénéficie de coûts compétitifs et d'avantages comparatifs aux portes de l'Europe, de la zone ANMO et de l'Afrique. Quant aux secteurs offrant des opportunités d'investissements, il a cité notamment l'hydrogène vert avec déjà un premier contrat signé avec TotalEnergies et toutes les transitions à commencer par le numérique, la sécurité, la souveraineté sanitaire et alimentaire et le textile technique. Il a rappelé les récentes visites du Président Macron au Maroc et en Arabie saoudite et émis le souhait de voir le Président multiplier ces visites dans tous les pays arabes, à commencer par la Tunisie.

Mme Najia Gharbi, Directrice Générale de la Caisse des Dépôts tunisienne a présenté la jeune Caisse de Dépôts tunisienne qui a démarré en 2011 sur le même modèle existant dans tous les pays. C'est une institution publique, un investisseur d'intérêt général de long terme qui oriente les ressources vers l'investissement. La Caisse a noué en France des partenariats tripartites avec l'Afd et la CDC. Elle apporte un soutien financier aux start-ups, aux jeunes entrepreneurs et aux initiatives des femmes dans les régions. Par ailleurs la Caisse a investi avec des institutions financières françaises dans un fonds de co-localisation qui finance les entreprises françaises qui s'installent en Tunisie et les entreprises tunisiennes qui veulent s'installer en France. Par ailleurs la Caisse travaille pour mobiliser les épargnes de la diaspora et la diriger vers des investissements et des projets dans les régions.

M. Khélil Chaïbi, chef d'entreprise et Président de la Chambre de Commerce Tuniso Française, membre du réseau CCI France International, a rappelé les atouts de la Tunisie, notamment la qualité de ses ressources humaines, la compétitivité de sa main-d'œuvre et sa proximité géographique. Par ailleurs, **il a rappelé les divers accords d'échanges de la Tunisie avec l'Union européenne, les pays africains et les pays arabes**. Tous ces atouts sont confirmés par la hausse des IDE, à 90 % dans des projets d'extension et à 10 % dans des créations de nouveaux projets. **« Nous souhaitons qu'il y ait un peu plus de nouveaux projets »** a-t-il indiqué. Avec la France, premier partenaire économique de la Tunisie, les perspectives sont bonnes surtout dans les transitions systémiques et dans les industries traditionnelles innovantes.

Mauritanie : un carrefour entre Maghreb, Europe et Afrique

Producteur important de matières premières minérales, très connue pour ses réserves halieutiques et ses projets importants notamment dans le domaine du pétrole, la Mauritanie au sein du Maghreb, peut être une porte d'entrée intéressante en plus de ses propres marchés. **SE M Mohamed Yahya Teiss**, Ambassadeur de Mauritanie en France, a néanmoins estimé que l'économie de son pays au cœur du Maghreb était tributaire des progrès d'une intégration et

d'un renforcement des relations économique et des échanges entre les pays maghrébins. A l'heure actuelle, ils sont limités mais les atouts de la Mauritanie reposent sur sa position géographique, à l'intersection de deux régions africaines, celle du Nord et celle de l'Ouest, et cette proximité géographique est un atout majeur. Avec le Nord, la Mauritanie a développé beaucoup de réseaux routiers et les échanges continuent de croître, avec le Sud également. Au niveau des relations avec les entreprises françaises, la Mauritanie travaille à améliorer son climat des affaires et compte attirer



plus d'entreprises françaises. Pour conclure, Son Excellence a rappelé les fondamentaux de l'économie mauritanienne basés sur le secteur minier, les services et surtout l'agriculture, l'élevage et l'exploitation des ressources halieutiques. Dans tous ces secteurs **« nous avons des marges pour accueillir un partenariat avec les entreprises françaises »** a-t-il dit.

Cheikh El Avia Mohamed Khouna, Président de la CCI de Mauritanie, a posé la question de savoir comment le Maghreb peut pleinement tirer parti de ses atouts et devenir un acteur incontournable dans des chaînes de valeurs de plus en plus interconnectées. **Il a souligné le positionnement géographique stratégique du Maghreb, porte d'entrée naturelle entre l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient, avec ses infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires et des télécommunications en développement.** **« Notre région peut devenir un véritable hub de logistique et de distribution »**, a-t-il dit. Et d'ajouter que sa richesse en ressources naturelles, en particulier dans le secteur de l'énergie et des matières premières, place ce sous-continent en position d'apporter une valeur ajoutée appréciable dans des chaînes de valeurs.

Abordant l'économie mauritanienne, il a indiqué qu'elle était en pleine expansion et ouverte à tous les partenaires potentiels avec ses pays frères et amis, au premier rang desquels se trouve naturellement la France. Il a rappelé la coopération qui existe entre les deux pays et indiqué que les entreprises françaises sont les bienvenues pour contribuer à la mise en valeur et à l'exploitation des richesses du pays dans le cadre de partenariats mutuellement bénéfiques. Et de rappeler que les autorités ne ménagent aucun effort pour améliorer le climat des affaires dans ce pays où la sécurité et la stabilité sont des atouts qui rassurent.

M. Étienne Giros, Président du Conseil des Investisseurs en Afrique, a voulu partager trois convictions, propres à toute la région. La première porte sur les économies du Maghreb, des économies porteuses car à fort potentiel. En

2024, sur l'ensemble de la zone, plus des deux-tiers des entreprises étrangères installées, et notamment françaises, y prévoient une augmentation forte de leurs chiffres d'affaires et de leurs résultats, du fait notamment du climat des affaires, de la qualité des infrastructures, du coût de l'énergie, et enfin du secteur bancaire bien développé. Sa deuxième conviction est aussi un constat. C'est l'implantation forte des entreprises françaises, historique, dans cette région, avec plusieurs milliers d'entreprises françaises représentant plusieurs milliards de chiffres d'affaires. Enfin dernière conviction : « **on peut faire mieux** », dit-il, notamment à travers de nouveaux partenariats, car là est l'avenir.

Libye : un pays encore vierge en matière d'investissement

M. Mohamed Raied, Président de l'Union des Chambres de Commerce libyennes a indiqué que l'investissement en Libye est beaucoup plus facile que dans d'autres pays africains pour les entreprises françaises. Il a regretté les contraintes qui empêchent les entreprises européennes de s'implanter en Libye et formulé des attentes vis-à-vis des

entreprises françaises. Il a indiqué que la Libye, pays proche de la France, est un pays sûr qui recèle beaucoup de ressources naturelles et où l'on peut investir dans tous les secteurs car les besoins y sont considérables. Il a rappelé les lois favorisant les investissements étrangers et la sécurité qu'elles apportent aux investisseurs. Il a souligné qu'aucune entreprise étrangère n'a été inquiétée en Libye et appelé les entreprises à investir en Libye pour l'aider à exploiter les ressources naturelles. « **Nous avons besoin de coopérer avec les entreprises françaises** » a-t-il conclu.

M. Atia Hamed, de la National Oil Corporation, a indiqué que le secteur pétrolier est déterminant pour l'économie libyenne. Il a évoqué la présence des entreprises étrangères notamment espagnoles, dans ce secteur et indiqué que les autorités déploient tous les efforts nécessaires pour faciliter et encourager l'arrivée des entreprises étrangères notamment françaises pour investir dans ce secteur. « La Libye est encore un pays vierge en matière d'investissement et nous comptons beaucoup sur le secteur du gaz et du pétrole, alors les investissements dans ce secteur sont les bienvenus », a-t-il dit.

Machrek : renforcer de nouvelles perspectives de développement

Cette séquence animée par Philippe Gautier, Directeur Général du Medef International, a permis de jeter un regard nouveau sur les potentiels et les opportunités dans nombre de pays notamment l'Égypte, la Jordanie, l'Irak et le Liban.

Egypte : 2ème place mondiale dans l'attractivité des investissements



Pour l'Égypte, plus grande nation arabe, pays attractif par ses orientations nouvelles marquées par la décarbonation de son économie à partir de ses sources d'énergies renouvelables et ses capacités en matière de logistique, **Son Excellence M. Alaa Youssef**, Ambassadeur d'Égypte en France, a dressé les perspectives d'une économie puissante et modernisée. Certes la guerre en Ukraine et les troubles en mer Rouge ont impacté l'économie égyptienne, notamment en augmentant la facture des importations céréalières et la baisse des revenus du Canal de Suez. Face à cette situation, les autorités ont rapidement lancé un programme de réformes structurelles dans tous les domaines visant à augmenter le champ du secteur privé pour lui permettre de contri-

buer à 65 % des activités économiques dans les 3 prochaines années. Par ailleurs un programme a été signé avec le FMI et son application est saluée par tous, avec pour preuve la révélation de la note sur l'économie égyptienne. Il a rappelé que la CNUCED pour la seconde année a placé l'Égypte à la deuxième place mondiale dans l'attractivité des investissements. Alors, nous sommes sur la bonne voie, a-t-il dit.

NGE : un pure player de l'infra

NGE, 4ème groupe français du BTP, est un groupe indépendant qui appartient à ses managers et ses salariés. Entreprise de terrain, elle développe 4,5 milliards de chiffre d'affaires, compte 23.000 collaborateurs, et affiche une croissance tous les ans de 10 %. Son Président, **M. Jean Bernadet**, se plaît à présenter son groupe comme un « pure player » de l'infra qui possède l'expertise et le savoir-faire pour construire toutes sortes d'infrastructures, notamment celles liées à la transition écologique en France et à l'international, grâce à ses capacités à travailler en partenariat public-privé et à créer une émulation et une dynamique positive partout où il s'implante en créant ses propres écoles de formation.

Son ADN à l'international, le groupe l'a acquis dans les pays du Maghreb et du Moyen-Orient, en déployant son expertise dans le ferroviaire en Arabie saoudite et au Maroc. **Il est également fortement implanté en Égypte avec 800 collaborateurs.** La collaboration y a débuté en 1980 avec la réalisation du métro du Caire. Aujourd'hui cette collabora-

NGE, acteur majeur dans la zone MENA



3 pays dans la zone



Arabie
Saoudite



Égypte



Maroc

+ de 150 M€
de chiffre d'affaires

+ 3 000
collaborateurs
au MENA

NOS PROJETS MAJEURS

Aménagement hydroagricole
de la plaine de Saïss
2021-2024 ☆



STEP de Marrakech
2016-2019 ☆



Métro du Caire - Ligne 3
2018-2024 🇪🇬



LRT 10th of Ramadan
2020-2022 🇪🇬



LGV "green line"
2023-en cours 🇪🇬



CTW120
2018-2022 🇸🇦



Une grande diversité d'ouvrages pour une offre globale avec un interlocuteur unique



- A Aménagements urbains
- B Routes et autoroute
- C Canalisations, branchements et ouvrages associés
- D Tunnels
- E Réseaux télécoms et fibre optique
- F Travaux spéciaux de sécurisation et confortements
- G Réseaux ferrés
- H Aménagements hydroélectriques
- I Ouvrages d'art
- J Projets immobiliers et construction de bâtiments
- K Villes et ouvrages connectés
- L Aménagements paysagers
- M Travaux maritimes et fluviaux
- N Fondations et forages

8 métiers et 2 expertises au service de nos clients



CYCLE DE
L'EAU



GÉNIE
CIVIL



FONDACTIONS



BÂTIMENT



INGÉNIERIE
DE PROJETS



VRD &
TERRASSEMENT



ROUTES



FERROVIAIRE



ÉNERGIES &
TÉLÉCOM



FINANCEMENT
DE PROJETS

Avec un chiffre d'affaires de **4,4 milliards d'euros**, NGE est présent dans 17 pays et accompagne les donneurs d'ordre privés et publics pour financer, concevoir et réaliser leurs projets de transition dans les domaines de l'eau, des mobilités, des rénovations urbaines, des énergies des télécoms. **Les 23 000 collaborateurs de NGE sont fiers de contribuer à la construction d'ouvrages qui changent le monde.**



www.nge.fr

tion s'étend et se développe notamment avec les projets Balla- Port-Saïd ou le Caire - la nouvelle capitale. Le groupe est fier d'avoir posé les premiers rails sur la ligne à grande vitesse en Égypte entre la mer Rouge et la mer Méditerranée. « **Dans le courant de l'année prochaine nous attaquons la liaison le Caire - Abou Simbel, le long du Nil sur 700 km** », annonce son Président, fier de partager sa réussite et de partager son expertise avec ses partenaires égyptiens.

Jordanie : un statut privilégié pour les entreprises françaises

Pour la Jordanie, **M. Nabil Al-Khatib**, premier vice-président de la Chambre de Commerce d'Amman a fait rapidement un point sur la situation de l'économie jordanienne, la coopération avec la France et avec les pays voisins. Il a indiqué que sous l'impulsion de Sa Majesté, dans le cadre de la stratégie « Vision 2030 », un plan de développement a été mis en place pour moderniser l'économie afin de construire un avenir durable. « **Nous avons investi dans de nombreux secteurs, notamment, les infrastructures, l'eau, l'énergie, l'industrie, les technologies, les services et la logistique** ». Il a souligné que malgré les turbulences dans la région, l'économie jordanienne préserve sa stabilité et les indicateurs sont positifs. Les réserves en devises s'élèvent à 20 milliards de dollars, l'inflation est contenue, le chômage a baissé et la croissance attendue pour 2025 est de 2,2 %. Par ailleurs, les transferts des expatriés ont augmenté. Quant aux échanges avec la France, il a souligné une nette amélioration ces dernières années, mais ils restent en-deçà des ambitions. Il a souligné le statut privilégié des entreprises françaises en Jordanie avec le droit de participer à des projets mixtes. Il a rappelé que les investissements français en Jordanie s'élèvent à 1,7 milliard de dollars, « une situation à améliorer », a-t-il dit. Pour conclure, il a affirmé que malgré l'instabilité que connaît la région, l'environnement des affaires est de nature à attirer les investisseurs et que leurs portes sont grandes ouvertes avec de grandes opportunités.

Veolia en Jordanie : un exemple à reproduire et à adapter dans d'autres pays



M. Philippe Bourdeaux, Vice-Président Afrique - Moyen-Orient de Veolia, a retracé à travers la présence du groupe en Jordanie tout le savoir-faire et l'expertise des technologies développées par Veolia dans le traitement de l'eau et de l'énergie. Veolia est présent dans le Royaume depuis une

vingtaine d'années et y compte aujourd'hui près de 300 collaborateurs dont 3 étrangers seulement, puisque **le groupe est adepte de la formation interne, assurée par des collaborateurs hautement qualifiés souvent employés sur des chantiers dans d'autres pays arabes.**

« La Jordanie est l'un des pays arabes dans lequel le manque d'eau est le plus prégnant », souligne M. Bourdeaux, ajoutant que chaque goutte compte. La capitale Amman, dit-il, vit des tours d'eau qui stockent cette denrée rare qui ne coule qu'une fois par semaine. Un procédé qui entraîne un fort gaspillage. L'eau acheminée vers la capitale provient à 50 % de nappes fossiles du Sud du pays, du Wadi Rum, où l'eau est pompée à 700 mètres de profondeur et acheminée sur 500 km sans perdre une goutte sur le chemin. Par ailleurs, 100 % des eaux usées d'Amman sont recyclées. Le savoir-faire de Veolia est de les épurer et de leur donner une seconde vie à la station de Samra, en aval d'Amman. L'eau épurée contribue à irriguer 20 % de la surface agricole du pays. La Jordanie a été parmi les premiers pays de la région à prendre conscience de l'impérieuse nécessité de réutiliser ces eaux pour leur donner une seconde vie.

Le deuxième enjeu de la collaboration entre Veolia et la Jordanie est l'énergie. La station d'épuration de Samra est autonome en électricité à 96 %, l'énergie verte décarbonnée étant récupérée à partir des eaux usées. Par ailleurs, Amman est une ville avec beaucoup de collines et de dénivelés, et chaque chute d'eau permet, à l'échelon local, de faire tourner des turbines et de produire de l'électricité. L'électricité utilisée par le cycle de l'eau à Amman provient ainsi à 96 % de renouvelable à zéro carbone. Un exemple à reproduire et adapter dans d'autres pays arabes.

Le BRGM : une présence historique

M. Daniel Pierre, Area Manager Middle-East-Europe, du BRGM, a présenté cet établissement public à intérêt commercial et industriel (EPIC) qui compte 1 000 collaborateurs. Le BRGM est le service géologique national français et sa mission est la recherche scientifique, la biopolitique publique et l'appui aux entreprises pour accompagner leurs processus d'innovation. La programmation scientifique de cet établissement, qui a travaillé dans de nombreux pays en Afrique et au Moyen-Orient, en Jordanie et en Arabie saoudite notamment, s'articule autour de la connaissance géologique et des sujets numériques...un vaste programme qui accompagne l'adaptation au changement climatique, la gestion des eaux souterraines, les solutions pour améliorer leur gestion et favoriser la recharge des nappes. Cela implique de la recherche pour augmenter la résilience des sociétés aux risques naturels liés au changement climatique, les mouvements de terrain ou l'érosion littorale... Et pour atténuer le changement climatique, le BRGM apporte un support à la transition énergétique, notamment par l'économie circulaire, qui entre dans les processus liés à l'extraction des minéraux. Enfin, dernier axe de la programmation scientifique, c'est toute l'énergie du sol et du sous-sol, notamment la géothermie et l'hydrogène natif et le stockage du carbone dans les sols.

En matière de cartographie géologique, le BRGM a collaboré avec des pays en Afrique et au Moyen-Orient, ce qui a amené le groupe à s'intéresser aux systèmes aquifères disponibles. Aujourd'hui, le BRGM cherche à travailler sur la

recharge maîtrisée des nappes, en cartographiant les zones où l'on pourrait diriger les flux lors des épisodes pluvieux intenses pour essayer d'infiltrer et de recharger les nappes et préserver cette ressource précieuse.

Irak : « les entreprises françaises devraient revoir leur regard sur ce pays »



Son Excellence, **M. Wadee Al Batti**, Ambassadeur d'Irak en France, a rappelé l'excellence des relations entre la France et l'Irak. Elles sont anciennes et profondes et elles ont été couronnées récemment par la signature d'un accord de partenariat stratégique entre les deux pays. Sur la base de cet accord les autorités irakiennes ont poursuivi une feuille de route pour renforcer la coopération économique et commerciale entre les deux pays. Il a soutenu que l'Irak est en phase d'un progrès économique certain. Le niveau du chômage et de la pauvreté baissent et un grand nombre de projets est en cours dans de nombreux secteurs. Plus de 66 milliards de dollars d'IDE ont été injectés dans l'économie. Les entreprises françaises devraient revoir leur regard sur ce pays. L'Irak est un pays qui présente un environnement favorable aux affaires, pour preuve la présence sur son marché des entreprises allemandes, chinoises, coréennes, libanaises, égyptiennes, saoudiennes... **Les portes sont grandes ouvertes aux entreprises françaises. Et tous les projets en Irak ne s'adressent pas qu'aux grands groupes.** Beaucoup de projets pourraient intéresser les PME et ceci pourrait renforcer l'interaction entre le secteur privé irakien et le secteur privé français. Il faut en saisir l'opportunité.

De son côté, le **Dr. Haider Makiya**, Président de la Commission Nationale pour l'Investissement, a recensé les opportunités d'investissements en Irak dans plusieurs secteurs et tout particulièrement dans les secteurs de l'énergie, du transport, de la logistique, des télécommunications, de la santé, de l'agriculture et du divertissement. Toutes ces opportunités, avec tous les détails et les modalités de leurs mises en exécutions seront présentées lors d'un Forum spécial dont la date sera fixée après mars 2025, a-t-il dit. Ces opportunités n'attendent personnes, le premier venu sera le premier servi, a-t-il indiqué. **Et d'ajouter que le marché irakien est ouvert et que le fait que des entreprises étrangères investissent sur ce marché démontre l'existence d'un bon climat des affaires** et d'une législation adaptée et conforme aux règles internationales. Enfin évo-

quant les investissements français en Irak, il a annoncé qu'ils s'élèvent à 1,5 milliard de dollars, bien en deçà de ce qui est souhaité !

M. Raed Nazaar, Conseiller auprès de la Fédération des Chambres de Commerce irakiennes, a souligné l'importance de la présence des entreprises françaises sur le marché irakien. Il a tenu à rassurer les acteurs économiques sur l'investissement des autorités dans l'amélioration du climat des affaires et l'environnement législatif et sécuritaire. Les nouvelles dispositions mises en place par les autorités, notamment réglementaires et financières, sont de nature à rassurer les États et les entreprises étrangères et les investisseurs privés d'une manière générale. Il a rappelé que sa Fédération est membre de la Chambre de Commerce Internationale, et que l'Irak a signé des accords avec l'Union européenne. Tout cela doit rassurer les investisseurs et les entreprises, insiste-t-il. Pour conclure il a rappelé les secteurs qui offrent des opportunités d'investissement, citant notamment, la logistique, les énergies renouvelables, l'agriculture, le dessalement de l'eau de mer, le tourisme et la santé.

Liban : des talents, un écosystème Tech, et des opportunités à saisir



M. Nicolas Boukather, président du Rassemblement des Dirigeants et Chefs d'Entreprises du Liban a débuté son intervention par une brève présentation de l'organisme qu'il préside. Créé en 1986, son but est d'unir le secteur privé pour pousser le pays vers les réformes nécessaires pour protéger la liberté économique, donner tout son rôle au secteur privé, réduire la taille de l'état dans les opérations et les services et réintégrer le Liban au sein du monde arabe. Pour créer le nouveau Liban, il faut satisfaire trois exigences. La première, politique, il faut appliquer la résolution 1701 pour que l'armée libanaise soit la seule capable de protéger les citoyens libanais. La deuxième, il faut compléter l'accord de Taëf, et enfin il faut procéder à une restructuration de l'état, des finances et des banques. Par ailleurs, il faut lutter contre l'économie parallèle et procéder à une réforme judiciaire en renforçant l'indépendance de la justice. « J'espère que le Liban pourra se reconstruire et avec lui toute la région ». Pour conclure, il a rappelé que le Liban a besoin de sa diaspora, de son secteur privé, mais aussi et surtout de tous ses amis dans le monde.

Dr. Mohamad Abou Haidar, Directeur Général du minis-

tère de l'Économie et du Commerce a rappelé que le Liban est face à une crise économique qui dure depuis 2019, depuis son défaut de paiement suivi par la dévaluation de la monnaie et la chute du pouvoir d'achat. Il a souligné que malgré tous les défis à relever, il faut procéder à des réformes, a-t-il dit, pour rétablir la confiance et attirer des investissements. **Le pays a besoin d'un soutien politique, mais aussi économique, et d'une assistance technique du FMI pour retrouver sa stabilité et son dynamisme.**

M. Gabi Tamer, Président d'honneur de la Chambre de Commerce Franco Libanaise, vice-président de la CCI de Beyrouth a insisté sur le côté « magique » de son pays. Il a lancé un appel aux entreprises françaises pour reprendre le chemin du pays des cèdres. « Nous allons avoir un nouveau Président, un nouveau Premier ministre et une armée qui va se déployer dans tout le Liban. C'est le moment pour les entreprises françaises d'investir pour bénéficier des ressources humaines libanaises ». Il a indiqué qu'il y a des pays qui ont déjà relancé leurs investissements au Liban, notamment

l'Espagne, l'Égypte et d'autres. **Pour conclure il a souligné que le Liban a changé, qu'il va encore changer. Car le peuple libanais est un peuple « magique » qu'aucun obstacle n'arrête.**

Dans cette perspective, **M. Maxence Duault**, Directeur Général de l'ESA Business School, Président de la Chambre de Commerce Franco Libanaise, a apporté son témoignage quant à la vivacité du pays, à travers ses entreprises, ses écoles et ses universités. « La résilience est une réalité lorsqu'on parle de l'éducation », dit-il, et de poursuivre qu'il y a 50 lycées français, des dizaines de milliers d'étudiants, 50 universités de niveau incroyable qui malgré les crises sont toujours là. Il a rappelé les talents et l'écosystème « Tech » du Liban qui survivent dans un pays en crise majeure et il a adressé un message à tous les entrepreneurs présents au Sommet : **« saisissez les opportunités qui sont en train de naître dans le pays. Il faut être dans les starting blocks, il faut se préparer pour venir dans ce pays, le Liban, où les choses peuvent aller très vite ».**

Pays du Golfe : être à la pointe, avec des entreprises françaises

M. Axel Baroux, chef du bureau de Business France pour toute la région du Golfe a animé cette séquence, pour redécouvrir cette zone, tournée vers l'innovation et les technologies les plus avancées, notamment dans le domaine de la conquête spatiale, de l'intelligence artificielle, de la mobilité, de l'énergie et de la construction. Six pays à la fois en « coopération » mais aussi en concurrence, puisqu'ils développent tous des stratégies ambitieuses.

Bahreïn : « nous nourrissons de grandes ambitions avec les entreprises françaises »



M. Mohamed Najibi, premier Vice-Président à la Chambre de Commerce de Bahreïn, a développé son intervention en soulignant le rôle de l'industrie financière dans le développement du pays. Ce secteur accompagne le plan de développement « Vision 2030 » dont le but est de diversifier l'économie et d'augmenter les revenus du secteur hors hydrocarbures, en favorisant le développement du secteur privé. Il a souligné les nombreuses occasions et les opportunités créées par ce plan de développement, rappelant que le pays a opéré des réformes importantes pour attirer les entreprises étrangères. **« Nous nourrissons de grandes ambitions avec les entreprises françaises »**,

a-t-il dit, et « nous souhaitons les voir plus nombreuses dans notre pays ». Il a rappelé le travail du Conseil d'affaires qui œuvre dans ce sens et souligné les opportunités dans le secteur pétrolier mais aussi dans d'autres secteurs. « Nous avons beaucoup d'entreprises étrangères, notamment chinoises, et nous souhaitons que plus d'entreprises françaises viennent s'implanter chez nous », a-t-il conclu.

Oman : Oman se transforme et la présence française suit cette transformation



S.E. M. Ahmed Al Araiimi, Ambassadeur du Sultanat d'Oman en France, a abordé en introduction les relations entre la France et son pays, affirmant qu'elles sont histori-

ques, stables et excellentes à tous les niveaux. Il a indiqué que sur le plan économique les investissements croisés entre les deux pays se chiffrent à plusieurs milliards de dollars, notamment dans les secteurs de l'énergie à Oman. Il a rappelé la stabilité et la relation de bon voisinage de son pays et souligné sa position géographique stratégique sur quatre grandes voies. **« Les entreprises françaises montrent beaucoup d'intérêt pour nos projets en matière d'infrastructures et elle sont les bienvenues chez nous »** a-t-il dit, ajoutant qu'il y a aussi d'autres secteurs que le pays souhaite développer en coopération avec les entreprises françaises notamment l'intelligence artificielle et le tourisme.

De son côté, **SE M. Nabil Hajlaoui**, Ambassadeur de France au Sultanat d'Oman, a évoqué en premier ses impressions, 4 mois après sa nomination dans le Sultanat. Il a souligné les relations amicales et cordiales entre les deux pays et la confiance dans le tissu économique français de la part des opérateurs et des acteurs économiques omanais. Il a indiqué que le Sultanat veut se transformer, diversifier son économie avec une vision qui n'est pas celle de ses voisins. Cette transformation s'opère principalement dans les secteurs de l'extraction minière et des hydrocarbures, de la logistique, du tourisme, de la pêche, et des énergies renouvelables, mais aussi dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

Il a souligné que les entreprises françaises accompagnent activement ces transformations, notamment dans les secteurs de l'énergie, de la ville durable et du spatial. **Abordant les secteurs prometteurs, S.E. M Hajlaoui a notamment cité les « data centers » et la finance numérique, puis tout particulièrement l'hydrogène où les financements attendus sont de l'ordre de 140 milliards de dollars avec huit projets dont deux conduits par des opérateurs français EDF et Engie.** « Oman se transforme et notre présence suit cette transformation » a-t-il conclu.

M. Mohamed Ali Mohammed Al -Lawati, Directeur de la promotion de l'investissement au ministère du Commerce, de l'industrie, de la promotion de l'investissement a souligné la place stratégique de son pays et ses infrastructures logistiques qui lui confèrent un avantage économique puisque le pays a noué de nombreux accords d'échange et de coopération avec de nombreux pays. Évoquant l'état de l'économie omanaise, il a rappelé que trois grandes agences de notation spécialisées ont amélioré la note d'Oman, cinq fois en deux ans, une démonstration de la bonne santé de l'économie. Abordant les secteurs qui offrent des opportunités de coopération avec les entreprises françaises, il a notamment cité le tourisme, l'énergie, la santé, les techs, des secteurs où la France dispose de compétences de pointe qui peuvent répondre aux besoins et aux aspirations de son pays.

Qatar : 10 milliards d'euros d'investissements en France d'ici 2030

Monsieur Khalid Klefeekh Al-Hajri, membre du Conseil d'Administration de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Qatar, a montré la puissance de l'économie qatarie et son imbrication à l'économie française en rappelant les investissements de son pays en France. **Il a ainsi**

souligné la récente décision de l'Émir du Qatar d'allouer une enveloppe de 10 milliards d'euros pour investir en France d'ici 2030. « C'est un symbole fort des relations profondes qui lient les deux pays, à tous les niveaux, et dans tous les domaines », a-t-il dit.

Évoquant la présence française dans son pays, il a souligné que 243 entités françaises, dont des entreprises pionnières telles que TotalEnergies, et d'autres, spécialisées notamment dans l'aérospatiale, les technologies, les services, et l'intelligence artificielle collaborent étroitement avec leurs homologues qatariennes. Par ailleurs, il a rappelé la réussite de son pays dans l'organisation de la Coupe du monde de football et l'expérience acquise à cette occasion. Abordant l'économie de son pays, il a indiqué que la politique de diversification se poursuit et embrasse désormais de nouveaux domaines, ouvrant des opportunités importantes aux investisseurs étrangers. Il a appelé les entreprises françaises à « sauter dans le train en marche » et à consolider leurs positions dans le pays. Il a souligné la bonne santé de l'économie, les différents outils et structures pour faciliter les investissements, notamment les zones franches et les zones de libres échanges.

Yémen : les entreprises françaises doivent se préparer à revenir au Yémen



S.E.M Reyad Yassin Abdullah, Ambassadeur du Yémen en France, a indiqué que ce Sommet arrive comme un signe d'optimisme et d'espoir pour toute la région, et de penser « que la prospérité va arriver dans la région et particulièrement dans la région de la mer Rouge ». Et d'ajouter, **« lorsque j'ai demandé au PDG de TotalEnergies pourquoi il n'a pas cité le Yémen parmi les pays où le groupe a des activités, sa réponse a été : « TotalEnergies s'intéresse toujours au Yémen et dépense plusieurs millions de dollars pour préserver ses investissements, afin que lorsque la stabilité sera rétablie et consolidée, le groupe puisse y revenir ».** Les entreprises françaises, à l'instar de TotalEnergies, devraient commencer à se préparer pour retourner au Yémen, car le pays leur offrira des opportunités historiques. Il faut se préparer dès maintenant pour y être parmi les premiers et avant la concurrence. Il a souligné que son pays bénéficie de l'appui de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis, deux pays qui ont aussi d'excellentes relations avec les entreprises françaises.

Arabie saoudite : la coopération franco-saoudienne s'accélère vite et dans tous les domaines



S.E M. Fahad Al Ruwaily, Ambassadeur du Royaume d'Arabie saoudite, est revenu sur la visite d'État de deux jours du Président Macron, accompagné d'un nombre impressionnant d'entreprises françaises et sur ses perspectives. Cette visite était importante et coïncidait avec l'organisation du Forum économique franco-saoudien qui a vu la participation d'un millier d'hommes d'affaires et de chefs d'entreprises. **La coopération franco-saoudienne est ancienne, mais elle connaît depuis quelques années une accélération profonde et rapide**, relevant aujourd'hui d'un statut de partenariat stratégique avec plusieurs aspects, notamment politique, stratégique et sécuritaire mais aussi économique, commercial et financier.

La coopération économique avec la France couvre par ailleurs deux aspects. Le premier, une coopération classique d'import-export, qui se développe, réalisant, selon les chiffres officiels une progression de 5 % en 2023 et un volume d'échange de 4,5 milliards d'euros. **Le deuxième aspect de cette coopération économique relève de nouveaux domaines qui se développent, autour de la science et des nouvelles technologies et de nouvelles approches sur certains secteurs comme les énergies renouvelables, le solaire et l'éolien. Il y a aussi la cyber sécurité et l'intelligence artificielle**, et dans ce domaine un accord a été signé par l'Arabie saoudite avec l'UNESCO pour créer un centre international de recherches sur l'éthique qui doit guider ces nouvelles technologies. Sans oublier, dans cette coopération, des projets comme le dessalement de l'eau de mer, des projets culturels, des projets dans le sport et les activités de divertissements.

Des entreprises à la pointe des innovations dans les pays du CCG

Transdev : notre philosophie repose sur la volonté de nous développer sur le long terme

M. Antoine Colas, Directeur Général International de

Transdev, a été clair. Le secteur du transport public offre des opportunités importantes, liées aux ambitions des pays de développer des infrastructures nouvelles ou de procéder à leurs extensions. **La région du Golfe est une région**



privilegiée, où l'on aimerait apporter notre expertise et notre savoir-faire. Pour y arriver nous participons aux grands appels d'offres qui sont lancés par les villes, régions, ou district de ces pays. Quant à notre philosophie d'approche, elle consiste à nous présenter avec un partenaire local, entreprise privée ou entreprise publique. Le deuxième axe de notre philosophie repose sur la volonté de nous développer sur le long terme. Il n'est pas question pour nous de juste chercher à gagner un contrat. **Notre investissement est toujours sur le long terme pour accompagner nos clients, sur la durée, en espérant pouvoir construire à partir d'un premier contrat, d'autres succès ».**

M. Hervé Maillart, Délégué permanent du Comité stratégique de la filière nucléaire française (CSFN)

L'énergie est un choix souverain, pose comme principe M. Hervé Maillart, en début de son intervention. Lors de la COP de Dubaï, 22 pays ont signé un engagement sur le triplement de l'énergie nucléaire dans le monde. Certains pays, notamment l'Égypte, ont des projets en cours avec des technologies qui ne sont pas françaises. L'énergie nucléaire présente des avantages, elle est stable dans sa production, complémentaire par rapport aux renouvelables et elle a l'avantage d'irriguer tout un tissu industriel. Autour de la centrale nucléaire de Baraka, aux E.A.U., un tissu industriel s'est développé créant des emplois et de la richesse. Tout cela a conduit il y a cinq ans, au lancement d'un projet de collaboration avec les Emiratis.

Partant du principe que la filière nucléaire française, principalement des PME et des ETI, a un savoir-faire nucléaire, **la collaboration avec les entreprises émiraties, en local, devait leur apporter le savoir-faire nucléaire français.** « Nous avons créé un club, regroupant une centaine d'entreprises françaises qui vont régulièrement aux Émirats pour travailler avec des partenaires locaux. Ce fût un succès. Alors nous avons décidé de lancer la phase 2 de ce projet, faire venir les entreprises et les investisseurs émiratis travailler chez nous, en Europe, ou dans le monde sur des projets de la filière nucléaire fran-

çaise » explique-t-il. **Alors pour répondre à la question de « comment accroître la place de la France dans le monde arabe, j'ai envie de dire que l'exemple de notre collaboration avec les Emirats peut-être une voie à suivre pour construire de vrais partenariats », conclut-il.**

Meanings Capital Partners



Acteur de référence dans les fonds d'investissement, Meanings Capital Partners accompagne les sociétés

françaises mais aussi européennes, et son champ d'action s'étend dans toute la région. « Nous sommes plutôt sur des PME ou des grosses ETI qui ont une ambition internationale », indique son Président, **M. Hervé Fonta**. Ses ambitions sont à chercher dans des activités dans l'énergie, mais aussi le digital, l'intelligence artificielle, les services, avec comme domaines privilégiés les secteurs de la santé et de l'alimentation. Meanings Capital Partner investit aussi dans le savoir-faire des entreprises françaises et européennes dans la transition énergétique et la décarbonation.

« Nous avons déjà emmené nos entreprises dans 91 pays à travers le monde », dit-il, « mais notre ambition aujourd'hui c'est d'être dans les pays de la zone ». Meanings Capital Partners, avec un portefeuille de 50 entreprises, soit plus de 2 milliards d'euros de chiffres d'affaires avec des entreprises entre 100 à 5 000 salariés, est en recherche très active pour s'installer dans les pays ANMO. **Leur démarche a commencé aux Emirats arabes unis, à Bahreïn, et en Arabie saoudite.** « Nous croyons fermement que les entreprises françaises doivent être présentes sur ce marché de croissance, car l'avenir de notre continent sera aussi dans sa capacité à être présent dans ces régions », conclut Hervé Fonta.

Les institutions financières

Au service du partenariat stratégique renouvelé entre la France et les Pays arabes, un outil s'impose : l'outil financier. Ainsi, ont également participé au Sommet, le Secrétaire Général de l'Union des Banques Arabes, et le Directeur Général d'un organisme régional de garantie de l'investissement. Trois possibilités de financement, en complément des interventions des Caisses de dépôts, mais aussi des banques, ou des fonds d'investissement, au service des entreprises françaises et locales.

Le Dr. Wissam Fattouh, Secrétaire Général de l'Union des Banques Arabes a de son côté présenté le secteur bancaire arabe et son rôle face au défi de l'instabilité financière pour renforcer et promouvoir le financement durable. Il a souligné que la coopération avec la France a pour but d'atteindre la justice économique, protéger la paix et la stabilité. Il a indiqué que l'Union des Banques Arabes, qui regroupe 360 institutions bancaires arabes en plus des Banques centrales et des associations de banques, joue un rôle important dans le développement des investissements dans la région et pour renforcer la coopération entre les banques de la région et du monde.

Il a rappelé que le secteur bancaire arabe gère plus de 5,5 trillions de dollars et est engagé à concurrence d'un trillion de dollars pour encourager le développement durable dans les pays arabes à l'horizon 2030, dans 6 secteurs, notamment la protection sociale, l'énergie, l'éducation, les systèmes alimentaires, la transformation numérique, la diversité et l'environnement. Il a rappelé que l'instabilité géopolitique ainsi que les conflits dans certains pays arabes créent un environnement instable qui influe sur l'investissement. **Il a souligné le recul des importations des pays arabes de la France appelant les acteurs de l'export à s'adresser au secteur bancaire arabe qui connaît l'environnement des affaires de la région.**

M. Rashed A. Al-Haroun de l'Arab Investment &

Export Credit Guarantee Corporation a rappelé que son institution a été créée il y a quelques années par 21 pays arabes pour fournir à toutes les entreprises désireuses d'investir dans le monde arabe, les garanties nécessaires. Cette institution de garanties aux investissements œuvre aussi à lever toutes les entraves qui peuvent gêner les investissements dans les pays arabes, a-t-il dit. Par ailleurs, M. Al-Haroun a indiqué que l'Arab Investment & Export Credit Guarantee est prête à collaborer avec toutes les entreprises qu'elles soient arabes ou étrangères.

Il a estimé que l'expertise des entreprises françaises peut contribuer au développement et offrir des solutions pour relever les défis au Maghreb et dans le Golfe. « Durant les six dernières années, nous avons aidé des entreprises françaises de haute technologie à investir dans le monde arabe grâce à la panoplie de services que nous offrons ». **Les capacités de financements dans les pays arabes sont élevées et elles peuvent être utilisées pour financer les projets des entreprises françaises dans le monde arabe.**

Enfin, il a indiqué que l'Arab Investment & Export Credit Guarantee Corporation a des accords avec BPIFrance et d'autres institutions similaires européennes. « **Notre rôle n'est pas de se substituer aux institutions française ou européennes, mais il est complémentaire aux services qu'elles offrent pour garantir les investissements dans le monde arabe.** »

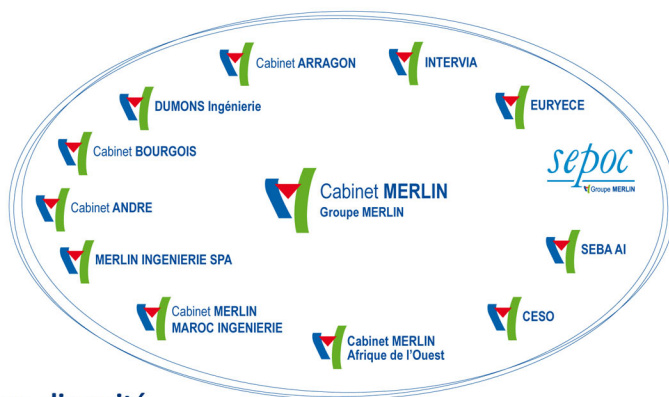
GIVE MEANING TO PERFORMANCE



MEANINGS
CAPITAL PARTNERS

HUMANLY RESPONSIBLE INVESTOR®

www.meanings.com



Nos missions techniques allient rencontres humaines, diversité et innovation, elles sont dédiées aux thématiques suivantes :



- Protection et renaturation des cours d'eau,
- Protection des ressources en eau potable,
- Distribution d'eau potable,
- Dépollution des eaux usées et production de biométhane



NOTRE METIER :
Maître d'œuvre,
Ingénieurs
Conseils

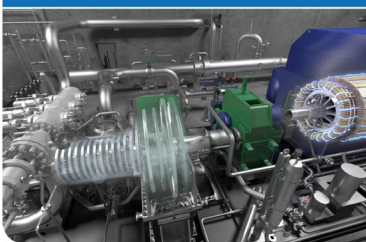


- Collecte, tri, recyclage, valorisation de nos déchets
- Réduction des matières plastiques
- Déchets des REP*

* Responsabilité Elargie des Producteurs



- Décarbonation de nos territoires (chaleur) et de nos industries
- Production, distribution d'énergies « free » CO₂
- Combustibles solides de récupération, bois déchets



- Aménagements de nos villages, villes, agglomération, métropoles dans un souci permanent de sobriété carbone et mieux vivre en ville
- Transports en mode doux



NOS COLLABORATEURS
65% d'ingénieurs
25% de techniciens et projeteurs
10% d'administratifs



... en France et à l'international

L'INTERNATIONAL
15% de notre activité

NOS IMPLANTATIONS
40 en France
6 à l'étranger

MONTANT ANNUEL DES TRAVAUX DIRIGÉS
1,5 Md€

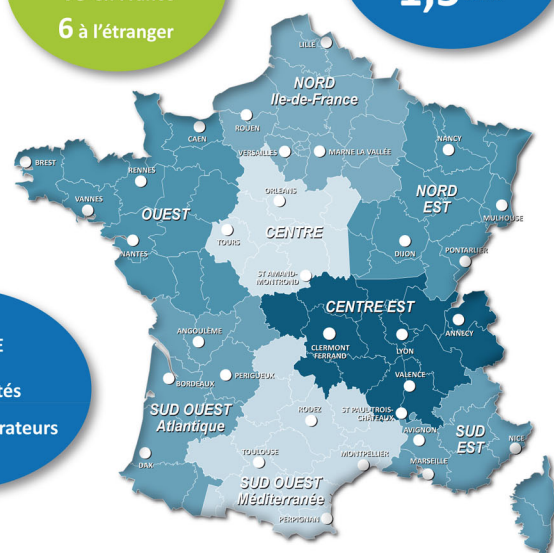
Au sein d'une structure familiale, nos **600 ingénieurs et techniciens** participent très concrètement à la mise en œuvre d'infrastructures à impacts positifs pour la planète, la santé et le bien-être de ses habitants.

CHIFFRE D'AFFAIRES
90 M€

NOS CLIENTS
85% Clients Publics
15% Clients Privés

LE GROUPE
15 Sociétés
600 Collaborateurs

www.cabinet-merlin.com



**ENSEMBLE, CONCRETEMENT ACTIFS
DANS LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

La puissance publique française a tenu à rappeler l'importance et les enjeux de la relation entre la France et les pays arabes. De l'Arabie saoudite à tous les pays ANMO, tant d'un point de vue politique qu'économique.



L'action de l'Agence française pour le développement d'Al Ula peut inspirer d'autres exemples

M. Jean-Claude Mallet, Conseiller du Président de l'Agence française pour le développement d'Al-Ula, a porté le message de son Président, M. Jean-Yves Le Drian, retenu en Arabie saoudite le jour du Sommet.

Il a formulé son message autour de trois points : le contexte bouleversé dans la région, la montée en puissance de l'Arabie saoudite, l'action de l'Agence pour le développement d'Al-Ula.

Envoyé personnel du Président de la République pour le Liban et Président de l'Agence française pour le développement d'Al-Ula, M. Le Drian a, dans son message, estimé que la crise enclenchée à la suite du massacre du 7 octobre génère trois constats : la question palestinienne revient au cœur de la problématique du Proche Orient, la logique de guerre s'étend avec les conséquences que l'on connaît, et enfin, l'affaiblissement de l'axe de la résistance.

Cette nouvelle donne peut conduire à des transformations importantes, notamment pour le Liban où la France est engagée avec ses partenaires américains, qataris, saoudiens et égyptiens dans la mise en œuvre du redressement politique étatique au sein de ce pays.

Sur la montée en puissance de l'Arabie saoudite, saluée par le Président de la République comme étant un élément majeur des années qui viennent, M. Le Drian se félicite de la réussite de la visite présidentielle du 2 au 4 décembre 2024 qui a été un très grand succès, et du partenariat global renouvelé à cette occasion qui touche tous les domaines : la sécurité, la défense, l'énergie, la culture, la recherche, la formation et les grandes questions globales comme le climat, la biodiversité, l'eau et des sujets majeurs des rapports de force internationaux dans la région.

Sur l'action de l'Agence française pour le développement d'Al-Ula, qui peut inspirer d'autres exemples, il a indiqué que ce partenariat était original parce qu'il est fondé sur des accords intergouvernementaux et géré par des agences de droit privé. Il développe une action dans tous les domaines :

culturel, archéologique, artistique mais aussi économique et de plus en plus social.

Développant l'originalité de ce site, M. Le Drian a indiqué qu'il est primordial pour l'identité du pays puisque les travaux archéologiques mettent à jour des éléments d'identité qui remontent à presque 3 000 ans avant Jésus-Christ. Par ailleurs, c'est un site exceptionnel où l'on trouve à la fois le désert, l'oasis, la montagne, le rocher, le basalte. Et enfin ce site est parmi les premiers projets de la transformation souhaitée par le prince héritier dans le cadre de la « Vision 2030 ».

Ce qui est fait à Al-Ula aura un accent majeur sur le développement durable, sur la protection de l'environnement, sur l'exploitation de l'eau, et sur la lutte contre la désertification, et enfin sur l'attractivité du territoire, à la fois touristique et culturelle, mais aussi économique.



Anne Grillo : participer au développement, dans un état d'esprit de partenaires



Mme Anne Grillo, Directrice d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, a rendu hommage au travail fait par la Chambre de Commerce Franco Arabe, estimant que l'organisation de ce Sommet permettait un échange avec le réseau diplomatique, avec le ministère mais également aussi avec les Ambassadeurs qui représentent les différents pays de la région à Paris. Elle a partagé les lignes d'action de son ministère dans la région et **adressé quelques messages forts à l'ensemble des acteurs économiques et diplomatiques, les appelant à conjuguer leurs efforts pour renforcer la relation France-Pays arabes, insistant sur la nécessité de jouer sur les complémentarités des uns et des autres car « il n'y a pas un seul dossier dans cette région qui n'emporte pas une dimension économique ».**

Elle a abordé son intervention en exposant quelques constats qui s'imposent désormais. Premier constat, l'incertitude qui fait rentrer la région en terre totalement inconnue, avec l'incapacité à mesurer toutes les répercussions sur les pays voisins, y compris pour l'Europe concernée par son voisinage méditerranéen et proche-oriental. Deuxième constat, celui de la fluidité et la vitesse. La fluidité des situations, la fluidité des équilibres géopolitiques régionaux, la fluidité des opinions dans les pays arabes, mais aussi en Europe, la fluidité de la contagion régionale avec les interactions des conflits. Enfin la vitesse : « imaginez tout ce qui s'est passé à Gaza, la Cisjordanie, le Liban, Israël, l'Iran, la Syrie en moins d'une année ».

Partant de là, Mme Grillo a détaillé la position de la France et exposé la ligne d'action de sa diplomatie à commencer par la Syrie : « la chute du régime de Bachar al-Assad ouvre une nouvelle page et la France salue cette page qui s'ouvre pour la Syrie et pour le peuple syrien ». Concernant le Liban, la préoccupation de la France est de s'assurer que le cessez-le-feu fonctionne, pour travailler sur le redressement de ce pays et l'aider à surmonter sa crise institutionnelle généralisée et aider à son redressement économique et financier. « C'est notre feuille de route » a-t-elle dit.

Concernant la guerre à Gaza, la priorité de la France dans un premier temps est d'arriver à un cessez le feu pour faire avancer les négociations sur les otages et l'aide humanitaire. Et dans un deuxième temps, la reconstruction qui suppose « d'avoir un horizon politique sur la solution à deux états ». Elle a rappelé à cet égard l'annonce faite lors de la visite du Président de la République en Arabie saoudite de coprésider en juin 2025, avec l'Arabie saoudite, une conférence internationale sur cette solution.

Quid des autres pays de la région ?

Mme Grillo a rappelé que la France est engagée dans la recherche de la stabilité en Irak, qu'elle a joué un rôle moteur pour maintenir mobilisées toutes les institutions financières internationales en soutien de l'Égypte et que pour la Jordanie, partenaire clé dans la région pour travailler sur la Syrie et Gaza, la France lui apporte son soutien.

Abordant les lignes d'actions de la France dans les pays du Maghreb, Mme Grillo a souligné la place singulière du Maghreb pour la France. Elle a indiqué que la France a fait le choix d'orienter ses relations bilatérales dans 3 directions :

1) **participer au développement économique et social de la région** à travers l'ensemble de ses outils à disposition avec un fort accent sur les coopérations en matière de formation, 2) **des échanges dans une logique partenariale** et 3) **des échanges qui se fondent sur la proximité géographique à la fois dans la problématique des chaînes de valeurs mondiales et avec l'Union européenne.** Elle a rappelé la visite que le Président de la République a effectuée et le positionnement de la France sur la question du Sahara occidental. Avec l'Algérie, Mme Grillo a indiqué que la position de la France est simple « on garde la main tendue » et la feuille de route basée sur la déclaration d'Alger, signée par les deux Présidents de la République. Concernant la Tunisie, elle a indiqué que la France maintient la perspective d'un Haut Comité de Coopération au niveau des Premiers ministres au printemps 2025. Enfin concernant la Libye, l'action de la France est guidée par le soutien au processus des Nations unies en collaboration avec les acteurs régionaux qui peuvent peser étroitement dans ce sens.

Dernier carré de l'action de la France dans le monde arabe, **les pays du Golfe.** Pour l'ensemble du Golfe, la France a veillé à ce que ce soit une priorité pour l'Union européenne, a-t-elle dit. Elle a indiqué que la France a beaucoup œuvré pour l'organisation du premier Sommet UE - CCG qui s'est tenu le 16 octobre 2024 à Bruxelles. Elle a rappelé que ces pays ont adopté une économie tournée vers le futur et insérée dans la mondialisation, y compris aussi dans leur positionnement diplomatique. Evidemment, la France a aussi ses propres enjeux avec ces pays, a-t-elle rappelé. **Elle a indiqué que dans toutes les visites que ce soit la visite de l'Emir du Qatar ou la visite en Arabie saoudite, le point central est « comment accompagner au mieux et participer au développement de ces pays dans un état d'esprit qui est de ne pas considérer ces pays comme des marchés, mais comme des partenaires ».**

Ludovic Pouille : le partenariat avec le monde arabe s'inscrit dans le long terme



M. Ludovic Pouille, Directeur de la Diplomatie économique au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, qui a conclu la journée du 12 décembre - la ministre française du Commerce extérieur en ayant été empêchée par la censure et la démission du gouvernement de Monsieur Barnier - s'est, lui, réjoui de l'impressionnante mobilisation institutionnelle suscitée par ce Sommet et notamment le renouvellement du haut patronage du Président de la République pour la seconde année consécutive. « Ceci témoigne d'une volonté politique forte à haut niveau de renforcer notre coopération économique avec l'ensemble des pays de la Ligue arabe ». Il a indiqué que ce Sommet intervenait à un moment difficile, même tragique pour la région. « Ma collègue Anne Grillo a abordé longuement la situation dans cette région et exposé la position de la France qui repose notamment sur le respect du droit, l'exigence de justice, et le rejet de la violence » a-t-il dit.

Abordant le volet économique dans la relation franco-arabe, M. Pouille a souligné que dans ce monde de turbulences et de violences, on peut difficilement séparer la géo-économie de la géopolitique. Il a rappelé les liens historiques entre la France et les pays arabes et souligné le volume de leurs échanges qui s'est élevé à 67 milliards d'euros en 2023.

Des échanges, a-t-il dit, marqués par les importations d'hydrocarbures et par un solde commercial excédentaire en faveur des pays arabes de 6 milliards d'euros. Par ailleurs, il a indiqué que **le partenariat avec le monde arabe s'inscrit dans le long terme et sur des domaines structurels stratégiques notamment l'environnement, l'énergie, les infrastructures, les transports, les télécommunications, la culture, l'enseignement supérieur et la recherche sans oublier naturellement le sport**. Il a indiqué que la relation avec le monde arabe est basée sur des investissements privés importants dans les deux sens et dans tous les domaines. Toutefois il a souligné que ces investissements étaient en déséquilibre puisque pour chaque euro investi par les

acteurs économiques arabes en France les acteurs français en investissent plus de deux en retour.

Abordant les défis de demain, il a estimé que le monde arabe et la France sont bien placés pour surmonter ensemble ces défis en tenant compte de l'évolution du commerce mondial, de la relocalisation de certaines activités industrielles, et de la réorganisation des chaînes de valeurs. Et parmi les défis à relever, il a cité la connectivité dans ces pays, qui implique la modernisation des infrastructures multimodales, énergétiques et numériques, des secteurs où

les entreprises françaises ont un savoir-faire unique. Autres défis, les contraintes climatiques que les pays de la zone ANMO partagent avec les pays d'Europe du Sud, y compris la France, indiquant que les entreprises françaises sont en forte capacité pour y déployer leurs innovations et leurs solutions pour développer les énergies renouvelables, solaire, éolienne et l'hydrogène et également la gestion de l'eau.

Évoquant l'équipe France à l'export, il a noté qu'elle est solide et importante pour toutes les entreprises françaises à l'export, mais aussi

pour inciter les investisseurs arabes à investir en France.

Il a rappelé que la France, sur les cinq dernières années, est sans discontinuer la première destination européenne pour les investisseurs étrangers devant l'Allemagne et devant le Royaume-Uni. Et que les investisseurs arabes entre 2014 et 2023 ont permis de maintenir près de 8 000 emplois en France avec près de 290 projets sur l'ensemble des territoires. Il a rappelé le plan d'investissement « France 2030 », doté de 50 milliards d'euros, pour la réindustrialisation de la France, et qui offre des opportunités d'investissements importants dans de multiples secteurs.

Pour conclure, il a indiqué qu'il fallait faire de la relation franco-arabe un modèle de coopération, réussie et adaptée aux défis d'aujourd'hui et de demain.



**GARANTIR
LA SÉCURITÉ
DE TOUS**

**C'EST
NOTRE
QUOTIDIEN**

On ne peut pas faire avancer le monde tout seul. Mais quand Mehdi,
l'un de nos 71 000 conducteurs, participe régulièrement à des « quarts d'heure de sécurité »
pour se rappeler des consignes qui sauvent des vies, le changement commence à se produire.
Être le géant des mobilités s'accompagne d'une grande responsabilité, et celle-ci nous fait avancer tous les jours.

